

Article paru dans La Presse

Le 8 juin 2000

D'ex-mandarins réprouvent les fusions forcées

Presse Canadienne
QUÉBEC

La ministre d'État aux Affaires municipales, Louise Harel, doit refaire ses devoirs et « écarter toute velléité de fusions forcées » pour résoudre l'impasse dans laquelle semble se retrouver son projet de réforme municipale.

C'est l'avis de la cinquantaine de membres de l'Observatoire du Québec, un regroupement de hauts fonctionnaires du gouvernement à la retraite, qui se sont donné comme mission de mener « une réflexion indépendante et engagée sur le développement du Québec » et de faire bénéficier le public de son expertise.

Pour ces anciens fonctionnaires, la ministre doit retirer ses projets de lois, qu'ils jugent inutiles, et accepter plutôt d'accorder des pouvoirs aux municipalités régionales de comté (MRC) et communautés urbaines.

La solution aux problèmes vécus dans le secteur municipal, selon eux, passe par une intégration dans une seule entité du secteur scolaire, des MRC et des communautés urbaines, dont les membres seraient élus au suffrage universel.